

Au Québec : les conditions de la lutte pour une majorité indépendantiste

samedi 20 septembre 2014, par [RIOUX Bernard](#) (Date de rédaction antérieure : 16 septembre 2014).

LES CONDITIONS DE LA LUTTE POUR UNE MAJORITÉ INDÉPENDANTISTE AU QUÉBEC !

Le Nouveau Mouvement pour le Québec (NMQ) et le Conseil de la Souveraineté du Québec (CSQ) tiendront un rassemblement citoyen pour l'indépendance les 20 et 21 septembre prochains. Cette rencontre discutera du bilan du mouvement indépendantiste et de la place d'un mouvement citoyen pour la relance de la lutte indépendantiste au Québec. Gilbert Paquette, président du CSQ, a bien résumé l'intention des initiateurs de ce rassemblement : *« Il est clair que pour faire progresser l'idée d'indépendance, il doit y avoir une organisation forte qui soit capable de coordonner les efforts des différents groupes et susciter une mobilisation large en faveur de l'indépendance du Québec, et ce, à l'extérieur des partis politiques. »* [1]

Samedi matin, l'avant-midi devrait permettre d'établir un état des lieux du mouvement indépendantiste grâce à un rapport de Jean-François Nadeau qui présentera une analyse historique sur les choix stratégiques du mouvement indépendantiste. Pierre-Alain Cotnoir présentera une analyse chiffrée des résultats électoraux.

Un deuxième thème, le Pourquoi de l'indépendance du Québec en 2014, présenté par Monique Pauzé, permettra de revenir sur les conclusions des États généraux sur la souveraineté dont la phase 1 avait permis d'identifier les différents blocages imposés par le cadre fédéral canadien. Le retour sur la phase 2 des États généraux permettra de soupeser les propositions de cette phase des États généraux qui s'articulaient autour de 3 axes : a) une démarche constituante dont la réalité reste à définir, b) des propositions pour l'avenir économique du Québec et c) une politique de communication visant à faire la promotion de l'indépendance. Robert Laplante et Flavie Payette-Renouf reviendront sur les résultats des États généraux sur la souveraineté. Danic Parenteau, pour sa part, défendra que l'idée républicaine doive être au cœur du projet indépendantiste.

Samedi après-midi, dix 10 panels permettront de discuter du renouvellement de la démarche indépendantiste, de la place du modèle républicain dans la souveraineté, des modalités de la convergence des forces indépendantistes, des projets de mobilisation citoyenne, des initiatives internationales du mouvement indépendantiste québécois, des projets de développement économique et social dans la proposition indépendantiste, de l'élargissement du projet indépendantiste en tenant compte de la diversité de la société québécoise et des revendications des Premières nations, des rôles que doivent jouer la langue et la culture dans le mouvement indépendantiste et de l'implication des régions.

Dimanche, il y aura au menu la projection de l'allocution de Monsieur Jacques Parizeau sur le thème du renouveau dans le mouvement indépendantiste. Il y aura des rapports des différents panels, le nouveau nom du Conseil de la souveraineté sera dévoilé et on présentera la nouvelle mission de mouvement citoyen Destination. [2].

Les principaux enjeux soulevés par le lancement d'un véritablement mouvement citoyen

pour l'indépendance du Québec.

Nous voulons ici esquisser ce qui nous semble être les enjeux soulevés par la mise sur pied d'un mouvement citoyen pour l'indépendance. Un tel mouvement pourra gagner une majorité du peuple québécois à l'indépendance s'il est en phase avec l'affirmation de la souveraineté populaire, et s'il cherche à articuler les trois dimensions de notre lutte de libération nationale : a. la rupture totale avec l'État canadien et avec notre statut de minorité politique ; b. un projet de pays dessiné pour la majorité populaire ; c. la promotion de l'élection d'une assemblée constituante dont la mise en place signifiera la concrétisation même de notre droit à l'autodétermination nationale et une rupture avec la domination de l'État fédéral sur le Québec.

A. La lutte pour l'indépendance appartient au peuple.

Le projet d'indépendance du Québec n'appartient à aucun parti politique. Il appartient au peuple. C'est pourquoi un mouvement citoyen indépendantiste se construira dans les luttes contre toutes les situations qui exproprient le pouvoir du peuple de décider de son présent et de son avenir ; dans les luttes contre tous les gestes de l'État fédéral ou des forces économiques qui remettent en question la souveraineté populaire du peuple québécois. Un tel mouvement doit non seulement être agissant, il doit fonctionner sur une base radicalement démocratique et libérer la parole indépendantiste dans les couches les plus larges de la population.

B. Construire une majorité indépendantiste en s'investissant dans des luttes concrètes.

Un mouvement populaire pour l'indépendance doit avoir pour but de mener des luttes concrètes favorisant le renforcement du contrôle des Québécois et des Québécoises sur leur présent et sur leur avenir. L'indépendance ne gagnera un soutien dans une majorité du peuple québécois, que si elle signifie la capacité pour la majorité populaire d'agir librement sur l'ensemble de ses choix économiques, sociaux et démocratiques.

Aujourd'hui, l'indépendance pour devenir porteuse et mobilisatrice, doit apparaître comme la voie de la reprise en mains du contrôle citoyen sur nos ressources naturelles. Aujourd'hui, l'indépendance, pour devenir crédible, peut et doit se concrétiser par le refus agissant du transit du pétrole sur le territoire québécois, comme la voie permettant le développement des énergies renouvelables par un secteur public sous contrôle citoyen, comme la condition essentielle de l'établissement d'une planification écologique de nos choix énergétiques.... Aujourd'hui, la lutte pour l'indépendance s'identifie aux luttes contre la domination des marchés étrangers sur notre vie économique nationale que veulent imposer les accords de libre-échange. Aujourd'hui, la lutte pour l'indépendance passe par le refus de la domination du capital financier et les agences de notation à leur service sur les choix économiques, sociaux et culturels de la société québécoise.

Un mouvement citoyen pour l'indépendance devrait donc intervenir sur ces enjeux en cherchant à unifier les secteurs sociaux qui, en intervenant sur ces questions, manifestent leurs aspirations indépendantistes et leur résistance aux tentatives d'asservissement national du gouvernement fédéral et des grandes entreprises multinationales.

Un mouvement populaire pour l'indépendance refusera de séparer la lutte nationale d'un projet de pays écologique, égalitaire et démocratique, seul capable de mobiliser une majorité des QuébécoisEs pour l'indépendance. Un mouvement pour un Québec indépendant en finirait avec une politique d'austérité, la réduction des inégalités grâce à un impôt sur la fortune et à un impôt sur le revenu progressif, la fin des discriminations contre les femmes et les minorités... .

C. Élargir les droits démocratiques et construire un mouvement pour la constituante.

Un mouvement citoyen pour l'indépendance fera de l'élection d'une assemblée constituante un axe central de son combat. Il se fera donc le promoteur de l'élection de cette dernière qui remettra au peuple de définir le pays qu'il recherche et les institutions démocratiques qu'il veut se donner.

Lutter pour l'expression de la souveraineté populaire, c'est lutter pour l'élargissement immédiat des droits démocratiques du peuple québécois : introduction d'un mode de scrutin reconnaissant la représentation proportionnelle, égalité de genre à tous les niveaux dans les institutions économiques et sociales et politiques, possibilité de la tenue de référendums d'initiatives populaires, droit de révocation des éluEs, nombre limité de mandats électifs...

Bref, un tel mouvement citoyen pour l'indépendance lutterait pour la rupture avec les institutions du parlementarisme britannique et pour l'établissement d'une véritable république sociale du Québec qui donne toute sa place à la souveraineté populaire. Ceux et celles qui revendiquent l'indépendance le font dans leur majorité parce qu'ils pensent qu'elle sera synonyme de plus de démocratie et de plus d'égalité. C'est là précisément ce qui permet de tirer le fil en faveur d'un processus constituant et participatif à partir d'en bas.

Le Québec que nous vivons, c'est un Québec qui donne la première place au capital financier, aux exploiters étrangers de nos richesses naturelles, qui permet aux pollueurs de faire des affaires en or. C'est celui que parviennent à nous imposer les partis fédéralistes. Il n'est pas question de reporter à plus tard la lutte pour un Québec indépendant que nous voulons, qui sera un Québec construit pour la vaste majorité de sa population.

Bernard Rioux

P.-S.

* « LES CONDITIONS DE LA LUTTE POUR UNE MAJORITÉ INDÉPENDANTISTE AU QUÉBEC ! » : <http://www.pressegauche.org/spip.php?article18817>

Notes

[1] DestiNation, communiqué de presse, Montréal, 7 septembre 2014.

[2] Voir, <http://www.destinationindependance.com/>